

toutefois, cette information s'est étendue aux échanges sur les réformes gouvernementales, sur la privatisation et sur la diversification des modes de prestation des services généraux aussi bien que diplomatiques. Je crois que ce phénomène est appelé à prendre de l'ampleur, car nous voudrions en savoir davantage sur la manière dont les autres pays font face aux pressions intérieures de nature politique, économique et sociale.

Du fait de l'interdépendance que nous saluons comme une réalisation de l'après-guerre, les gouvernements aux prises avec des pressions intérieures concernant la sécurité économique, l'environnement, les réfugiés, la criminalité ou que sais-je encore, disposent de très peu de place pour manoeuvrer avant de buter contre des obligations et responsabilités internationales. Lorsqu'un autre gouvernement trouve des moyens imaginatifs de répondre à ces pressions sans violer les accords internationaux, nous voulons savoir comment il s'y est pris car nous sommes tous confrontés à des problèmes semblables. Si les gouvernements ne parviennent pas à régler leurs problèmes dans les limites de leurs frontières nationales, ils réclameront de plus en plus la révision de certaines de nos règles internationales, et nous voudrions en être informés au plus tôt.

Généralistes et spécialistes

La mutation des dossiers nous ramène au vieux débat « généralistes contre spécialistes », qui ne sera probablement jamais tranché de façon satisfaisante. Compte tenu de l'évolution des questions internationales, les diplomates devraient-ils être des économistes? Des sociologues, peut-être? Ou encore des épidémiologistes? La charge contre les « généralistes » est habituellement menée par des spécialistes qui veulent se tailler une plus grande place sur la scène internationale. Et les critiques dirigées contre les spécialistes sont généralement le fait de diplomates soucieux de conserver le monopole qu'ils estiment avoir sur la politique étrangère.

Les deux côtés ont à la fois tort et raison. Oui, il nous faut des diplomates ayant une connaissance convenable de l'économie, de la politique commerciale, des régimes juridiques internationaux visant l'environnement ou la haute mer. La plupart des diplomates acquièrent une certaine expertise en cours de route, et nous pouvons élargir notre base de compétences en recourant davantage à des mesures telles que les congés pour formation. Nous pouvons admettre un plus grand nombre de spécialistes dans le service extérieur ou envoyer à l'étranger, en affectation unique, des spécialistes venus d'autres horizons.

Mais il y a aussi du vrai dans ce que disent les généralistes. Nous devons en effet intégrer les questions et établir un juste équilibre entre nos objectifs différents, et parfois divergents. Cette capacité d'intégration, que nous attribuons souvent à la tradition « généraliste », est en soi une spécialité plutôt remarquable, acquise au cours de longues années de formation sur le tas au pays comme à l'étranger. Ne sachant quel nom lui donner, nous nous qualifions de « généralistes » par opposition aux spécialistes qui en savent vraiment beaucoup sur un domaine très particulier.

Jugement politique

Ce qu'un généraliste devrait pouvoir apporter aux discussions stratégiques, c'est ni plus ni moins qu'un jugement politique pertinent sur les autres pays - la façon dont ils fonctionnent, ce qu'ils veulent, ce qu'ils pensent pouvoir obtenir, ce qu'ils finiront par accepter.

Nos diplomates, qui vivent dans des pays étrangers, qui en saisissent l'« essence », qui s'entretiennent avec leurs gouvernements mais aussi avec leurs citoyens, leurs gens d'affaires et leurs journalistes, sont bien placés pour en comprendre les politiques. Ce sont donc eux qui devraient nous fournir le contexte politique d'un grand nombre de discussions techniques, et nous indiquer ce qui a des chances de réussir et ce qui risque de tomber à plat.